

Une association française dénonce l'impact extraterritorial du blocus contre Cuba

Image not found or type unknown

Paris, 9 juin (RHC) L'association Cuba Coopération France (CubaCoop) a dénoncé aujourd'hui dans son hebdomadaire La Lettre électronique Hebdo, l'extraterritorialité du blocus imposé par les États-Unis à l'île avec des exemples concrets et récents qui, sur le territoire français, affectent ses projets de collaboration.

Créée en 1995 pour renforcer les liens économiques et commerciaux entre les deux pays, l'organisation a précisé que l'un de ses comités dans le sud de la France n'a pas été en mesure d'ouvrir un compte bancaire, ce qui est dû aux indications d'éviter tout lien avec Cuba.

La pression exercée par les États-Unis pour forcer des entités d'autres pays à se joindre à leur blocus économique, commercial et financier contre la nation antillaise a déjà frappé la France, dont les banques ont renoncé aux transactions liées à l'île pour éviter des millions d'amendes comme celles auxquelles

elles ont dû faire face ces dernières années.

Le premier vice-président de CubaCoop, Christian Huart, a également mentionné dans l'article les problèmes d'accès à un dispositif nécessaire pour mesurer l'azote total (NTK), clé dans le traitement des eaux usées dans la province orientale de Santiago de Cuba, où l'association exécute certains de ses projets.

A cet égard, il a qualifié d'absurdes les arguments de l'agence requise pour rejeter la demande et a souligné que les exemples cités démontrent que le blocus n'est pas une illusion optique.

Ces situations sont dues "au cadeau d'adieu" d'un président américain qui a replacé Cuba sur la liste des pays parrainant le terrorisme, a-t-il réprouvé.

Sous l'administration Donald Trump (2017-2021), Washington a mis en œuvre 243 mesures destinées à renforcer le blocus imposé il y a plus de 6 décennies à la plus grande des Antilles, une de ces actions, déjà proche du départ du magnat immobilier de la Maison Blanche, a été de replacer l'île dans la liste unilatérale.

La désignation d'un pays comme parrain du terrorisme, que les États-Unis assument dans leur rôle de gendarme mondial et sans le soutien d'organismes internationaux, implique un sérieux obstacle à l'accès au système financier mondial et entraîne des situations telles que la fermeture de comptes ou le refus de les ouvrir.

Le gouvernement actuel n'a pas annulé cette décision, malgré les critiques qu'elle suscite et les promesses de campagne de Joseph Biden de la réviser. (Source : PL)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/290217-une-association-francaise-denonce-limpact-extraterritorial-du-blocus-contre-cuba>



Radio Habana Cuba